



Fédération du Val-d'Oise
17, avenue du Maréchal Joffre 95100 Argenteuil
Tél. 01.34.34.61.00 - Fax.01.34.34.61.05
Courriel : fede@valdoise.pcf.fr
Site Web : www.pcf95.fr

Argenteuil, le 25 juillet 2012

Déclaration de Jean-Michel Ruiz, Secrétaire départemental du PCF présent au rassemblement des salariés de Peugeot à Paris

Comme nous le disions dès le début du conflit, les suppressions d'emplois chez Peugeot et l'annonce de la fermeture du site d'Aulnay vont avoir des conséquences désastreuses pour notre département. **Si des centaines de Valdoisiens travaillent directement à Aulnay, ils sont bien plus nombreux encore à être salariés dans des entreprises assurant la sous-traitance pour ce grand groupe** en produisant des sièges, des filtres à air, des airbags...

En tant que responsable départemental du PCF, j'ai participé aujourd'hui à la délégation de notre Parti, conduite par notre Secrétaire national, Pierre Laurent, qui est allée porter son soutien aux milliers de salariés rassemblés devant le siège social de PSA à Paris.

Si la nomination d'un expert repousse provisoirement la machine à licencié, la bataille doit s'intensifier. La motivation des salariés donne de l'espoir à ce combat.

Je demande expressément aux députés du département, en particulier à ceux de la majorité présidentielle :

- **d'exiger que le projet de loi déposé par les députés du Front de gauche interdisant les licenciements boursiers soit mis en urgence à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.** En effet, que dire lorsque l'on sait que les 200 millions versés en 2011 aux actionnaires de PSA équivalent quasiment à la masse salariale de PSA/Aulnay.
- **de refuser la théorie qui met en avant comme cause des difficultés de l'industrie automobile en France, le coût du travail :** le coût horaire de main d'œuvre dans la construction automobile est environ de 40.6 euros en France contre 43.8 euros en Allemagne. Ce qui pose problème c'est la part des richesses produite, toujours plus importante, versée aux actionnaires. Par contre, il faut, en France, dépenser beaucoup plus pour sécuriser l'emploi, la formation, la recherche, les salaires, avec les investissements matériels nécessaires. Simultanément, il faut pénaliser les délocalisations et la croissance financière. Pour cela, nous proposons une fiscalité « intelligente », incitative au développement national, anti-délocalisation et anti-placements financiers;

